

Mission internationale de juristes pour le Guatemala

Mission internationale de vérification sur l'indépendance judiciaire et la situation des avocats au Guatemala

Termes de référence : proposition et plan de travail

Introduction et contexte

Cette initiative s'appuie sur plusieurs années de suivi par l'**Observatoire international des avocats en danger (OIAD)** et **Lawyers for Lawyers (L4L)** de la situation des avocats au Guatemala. Les deux organisations ont documenté un schéma persistant de stigmatisation, de harcèlement et de criminalisation des professionnels du droit, qui représente une grave menace pour la sécurité et l'indépendance de la profession juridique.

L'OIAD et L4L ont participé activement au processus préparatoire de la visite officielle de la Rapporteuse spéciale des Nations unies sur l'indépendance des juges et des avocats au Guatemala en mai 2025. Ensemble, ils ont présenté un rapport comprenant des informations contextuelles, les questions clés à aborder et des cas emblématiques préoccupants.¹

Après la visite, les organisations ont tenu une réunion avec la Rapporteuse spéciale, qui a souligné que la présence d'une délégation internationale d'organisation(s) de la société civile (OSC) au Guatemala avant les élections de 2026 serait opportune et précieuse.² Une mission de ce type pourrait compléter et approfondir les conclusions préliminaires de la Rapporteuse spéciale.³

Dans ce contexte, la mission a pour objectif d'observer, de documenter et d'évaluer de manière impartiale et exhaustive la situation actuelle des avocats au Guatemala. À cette fin, elle comprendra des entretiens avec des avocats, des représentants d'ambassades, des OSC, des membres du monde universitaire et d'autres acteurs clés.

Objectifs

- **Recueillir des informations de première main** sur l'état actuel de la profession juridique au Guatemala, en s'appuyant sur les conclusions de la Rapporteuse spéciale des Nations unies en mai 2025 et en donnant suite à ses recommandations, notamment en ce qui concerne :
 - **Les pratiques de harcèlement, de criminalisation, d'arrestations arbitraires et d'exil forcé** des acteurs juridiques, notamment les avocats, les procureurs et les juges qui travaillent dans les domaines de la lutte contre la corruption, de la justice transitionnelle, de la défense des droits humains et de la représentation des communautés autochtones.

¹ <https://protect-lawyers.org/wp-content/uploads/Input-of-the-OIAD-and-L4L-to-prepare-the-visit-of-the-Special-Rapporteur-to-Guatemala.docx.pdf>

² Cette mission est planifiée à un moment critique et stratégique. Le récent changement à la tête du **Collège des avocats et notaires du Guatemala (CANG)**, à la suite des élections de février 2025, offre l'occasion de plaider en faveur d'un soutien institutionnel à la profession juridique, actuellement menacée. En outre, des nominations clés sont prévues en 2026 dans le système judiciaire, dans lequel le CANG joue un rôle central au sein des commissions de nomination responsables de ces sélections.

³ <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/ijudiciary/statements/12052005-eom-sr-ijl-visit-guatemala-es.pdf>

Mission internationale de juristes pour le Guatemala

Mission internationale de vérification sur l'indépendance judiciaire et la situation des avocats au Guatemala

- **Les violations du droit à un procès équitable** qui affectent l'exercice de la profession d'avocat, en particulier les questions liées aux détentions arbitraires – y compris les conditions de détention –, l'absence de garanties judiciaires et l'utilisation abusive du droit pénal.
- **La qualité et l'indépendance de l'enseignement juridique**, y compris le rôle des universités dans le maintien des normes académiques, et les processus d'évaluation et d'accréditation des professionnels du droit.
- **Garanties offertes par le Barreau et les Notaires du Guatemala (CANG)** pour la profession d'avocat, notamment :
 - L'indépendance du CANG ;
 - La transparence et l'équité des procédures disciplinaires ;
 - Sa capacité à soutenir et à défendre les avocats menacés ;
 - La formation juridique continue.
- **Indépendance judiciaire**
 - **Sensibiliser la communauté internationale aux menaces qui pèsent sur la profession juridique** grâce à la présence visible d'une délégation internationale et impartiale.
 - **Établir et renforcer les relations institutionnelles avec les acteurs nationaux et internationaux clés** qui soutiennent l'indépendance de la justice et le libre exercice de la profession d'avocat, en particulier avec le CANG.
 - **Concevoir et mettre en œuvre une stratégie de plaidoyer pour diffuser les conclusions et les recommandations** de la mission aux niveaux national, régional et international, notamment par le biais d'un dialogue avec la Rapporteuse spéciale des Nations unies sur l'indépendance des magistrats et des avocats (SRIJL) ; la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) ; les ambassades, les réseaux juridiques et les médias.

Durée du travail sur le terrain : du 19 au 30 octobre

Villes : (à déterminer) Guatemala, Cobán, Quetzaltenango et Tactic

Calendrier : juillet 2025 - juillet 2026

Période	Activités
Juillet - août 2025	Conception de la mission et cartographie des acteurs clés, conception de la méthodologie. Début des contacts avec les acteurs clés (alliés locaux et internationaux). Début de l'élaboration du programme de la mission. Composition de la délégation et répartition des rôles. Coordination logistique.

Mission internationale de juristes pour le Guatemala

Mission internationale de vérification sur l'indépendance judiciaire et la situation des avocats au Guatemala

Période	Activités
Septembre 2025	Finalisation de la composition de la délégation et des rôles. Date limite : 12 septembre Programmation des réunions préparatoires avec les acteurs locaux. Coordination logistique.
Octobre 2025	Finalisation des arrangements. Programmation des réunions avec les acteurs.
Octobre/novembre 2025	Mission d'enquête : du 19 au 30 octobre. Séance de rétroaction entre les membres de la délégation. Élaboration des conclusions et recommandations préliminaires.
Décembre 2025	Publication des conclusions et recommandations préliminaires.
Janvier-février 2026	Rédaction du rapport (rapport détaillé de la mission comprenant les conclusions, les témoignages et les recommandations spécifiques).
Mars – juillet 2026	Rédaction du rapport. Diffusion des conclusions et incidence (SRIJL, CIDH, etc.).

Méthodologie de travail *(en cours d'élaboration)*

Parmi les principaux outils et méthodes prévus, on peut citer :

- **Entretiens individuels et collectifs** avec des avocats, des juges, des procureurs, des représentants d'organisations de défense des droits humains, des victimes de persécutions judiciaires, des universitaires, des journalistes, des acteurs institutionnels et communautaires.
- **Tables rondes thématiques** avec des acteurs clés, notamment des représentants du CANG, des universités, des organisations de la société civile et des ambassades.
- **Visites d'institutions pertinentes**, telles que les tribunaux, les centres de détention et les prisons, les universités, les bureaux publics et les organisations de défense des droits humains, selon leur disponibilité.
- **Analyse documentaire** de rapports, de décisions judiciaires, de dossiers, de publications universitaires et de médias.
- **Séances de délibération internes** entre les membres de la délégation afin de systématiser les conclusions et de parvenir à un consensus sur les recommandations préliminaires.

La **méthodologie complète est actuellement en cours d'élaboration** et sera communiquée à tous les membres confirmés de la délégation **avant le début de la mission**. La révision collective et le consensus sur les principes éthiques, les règles de confidentialité et l'approche de protection des personnes interrogées seront encouragés.

Formes de collaboration

Mission internationale de juristes pour le Guatemala

Mission internationale de vérification sur l'indépendance judiciaire et la situation des avocats au Guatemala

L'OIAD et L4L, chargés de la coordination de la mission, inviteront les organisations engagées dans la défense de la justice, de l'État de droit et de l'indépendance du barreau à se joindre à cette initiative. Il existe de multiples façons de collaborer, en fonction des capacités et du niveau d'implication souhaité. En voici quelques-unes :

- **Participation directe à la mission** : intégrer la délégation internationale avec un ou plusieurs représentants.
- **Soutien financier** : financer totalement ou partiellement la participation d'un expert indépendant à la délégation (par exemple, en prenant en charge les billets, l'hébergement et/ou les frais de déplacement).
- **Soutien technique** : contribuer à l'analyse, aux apports thématiques, à la collecte d'informations ou aux études préalables qui alimentent la préparation et les conclusions de la mission, même si la rédaction du rapport final sera réservée aux délégués qui se sont rendus sur le terrain.
- **Soutien logistique et opérationnel** : collaborer à des tâches locales telles que la coordination des réunions, le transport interne ou la gestion des espaces pour les entretiens ou les tables rondes.
- **Diffusion et communication** : aider à la visibilité de la mission, de ses objectifs et de ses conclusions.
- **Influence conjointe** : coordonner les efforts d'influence au niveau national, régional ou international afin de présenter les conclusions de la mission aux acteurs clés.

Profil recherché pour les membres de la mission

Afin de garantir la qualité technique, l'impartialité et l'utilité des conclusions de la mission, la priorité sera donnée aux personnes présentant le profil suivant :

- **Formation en droit ou en droits humains**, avec de solides connaissances du fonctionnement du système judiciaire et du cadre juridique national et international.
- **Expérience professionnelle ou universitaire pertinente**
- **Connaissance du contexte guatémaltèque** ou d'autres pays d'Amérique latine dans des situations comparables.
- **Maîtrise indispensable de la langue espagnole** afin de pouvoir participer activement aux entretiens, aux réunions, à l'analyse des documents locaux et à la rédaction du rapport.
- **Engagement en faveur de la défense de l'indépendance de la profession d'avocat et de l'État de droit**, d'un point de vue éthique, professionnel et des droits humains.
- **Capacité à travailler en collaboration dans des contextes interculturels et interdisciplinaires**, ainsi qu'à maintenir une approche rigoureuse et impartiale tout au long de la mission.

Mission internationale de juristes pour le Guatemala

Mission internationale de vérification sur l'indépendance judiciaire et la situation des avocats au Guatemala

La délégation cherchera à trouver un équilibre entre expertise technique, représentation institutionnelle et diversité géographique et de genre. Le nombre de délégués composant la mission sera déterminé par les organisations coordinatrices, en tenant compte de leur capacité opérationnelle de coordination, des objectifs stratégiques de la mission et de la nécessité de maintenir une équipe efficace. Cette décision visera à trouver un équilibre entre la représentativité des organisations participantes et l'efficacité dans l'exécution de la mission.

Rôles et coordination

La mission sera coordonnée par l'**OIAD** et **L4L**, qui assumeront la responsabilité générale de la planification, de la logistique et du suivi de l'initiative.

Les fonctions spécifiques des organisations coordinatrices comprennent :

- **Conception méthodologique et stratégique** de la mission.
- **Convocation et intégration de la délégation internationale**, en concertation avec les organisations partenaires.
- **Coordination logistique** (avec le soutien d'organisations locales), en collaboration avec les membres de la délégation.
- **Systématisation des conclusions et rédaction du rapport final**, en collaboration avec les membres de la délégation.
- **Conception et mise en œuvre de la stratégie d'incidence ultérieure**, en collaboration avec les membres de la délégation.

Rôles et contributions des autres organisations participantes

Les organisations qui se joignent à l'initiative peuvent s'impliquer à différents niveaux, en fonction de leurs capacités et de leurs intérêts. Voici quelques-unes de leurs fonctions et contributions clés :

- **Participer directement à la mission**, en désignant des représentants pour intégrer la délégation internationale. Chaque organisation participante sera responsable de couvrir ses propres frais liés à la mission, y compris les billets d'avion, l'hébergement, les indemnités journalières et autres frais personnels ou logistiques. Les organisations coordinatrices faciliteront la coordination générale et fourniront des conseils logistiques.

Les délégués qui intègrent la mission doivent s'engager activement dans son déroulement, ce qui implique de documenter de manière adéquate les entretiens et les réunions auxquels ils participent, en prenant des notes détaillées, ainsi que de contribuer, à l'issue de la mission, à l'élaboration du rapport préliminaire et final. De même, ils doivent être disponibles pour collaborer à la préparation préalable de la mission, en fonction des besoins du processus.

- **Collaborer à la préparation de la mission**, y compris l'élaboration de la méthodologie, la cartographie des acteurs et la facilitation des contacts locaux.

Mission internationale de juristes pour le Guatemala

Mission internationale de vérification sur l'indépendance judiciaire et la situation des avocats au Guatemala

- **Apporter une expertise technique et une connaissance contextuelle**, en contribuant à l'analyse et à la formulation des conclusions et des recommandations.
- **Apporter un soutien logistique ou financier**, soit pour couvrir la participation de leurs représentants, soit pour soutenir l'inclusion d'experts indépendants.
- **Tâches de documentation**, de systématisation ou d'analyse des entretiens.
- **Contribuer à la diffusion et à la promotion des conclusions**, par des actions de communication et de plaidoyer.
- **Accompagner le suivi post-mission**, en collaborant à la mise en œuvre des recommandations et au renforcement des réseaux de protection pour le plaidoyer indépendant au Guatemala.

Budget estimé par délégué de l'OIAD

Dépense	Estimation des dépenses par personne
Vols	≈ 1200€ (départ depuis l'Espagne)
Per diem (hébergement, repas et transport interne)	EUR 160/nuit ⁴ (1920€)
Assurance	100€
Contribution organisationnelle à la mission (réservation des locaux, déplacements/repas invités, traduction/mise en page du rapport)	100€
TOTAL	≈ EUR 3320€

L'appel à manifestation d'intérêt pour deux postes pour la mission est ouvert. L'OIAD sera représenté par trois délégués, dont une personne de l'équipe technique de l'OIAD.

⁴ Calculado conforme a los baremos de gastos de misión fijados por el Ministerio de Asuntos exteriores francés: https://www.economie.gouv.fr/dgfip/mission_taux_chancellerie/frais_resultat/GT